

La Fondation pour le Progrès de l'Homme ne s'intéressait pas à l'origine, à la formation des cadres. Son action se centrait sur la mobilisation des connaissances, notamment scientifiques et techniques, au service de tous les hommes, en particulier les plus démunis.

Chemin faisant, une évidence s'est imposée à elle. Les techniciens les professionnels, les "cadres" jouent un rôle déterminant dans cette mobilisation des connaissances ils constituent, quelque soit leur insertion professionnelle, le principal lien entre un corps de savoirs et une population.

La manière dont ce lien s'établit joue un rôle essentiel. Nous nous sommes aperçus, à travers les actions soutenues par la Fondation, que la nature et la qualité de ce lien posait souvent question, et nous avons donc eu à coeur d'aller y voir d'un peu plus près.

Dans toute la suite nous appellerons "cadres" des personnes qui ont reçu un certain bagage intellectuel, une formation technique et exercent une activité professionnelle en rapport avec cette formation. Ce sont aussi bien des techniciens agricoles que des juristes, des médecins que des ingénieurs ou des architectes. Ils peuvent travailler pour l'Etat, pour une firme, une association, une coopération, un village.

Trois facteurs jouent un rôle décisif dans la manière dont les cadres mettent en oeuvre leurs connaissances acquises : la formation qu'ils ont reçue ; les valeurs dont ils sont porteurs ; le mode de fonctionnement des institutions qui les emploient. Nous n'aborderons ici que le premier de ces facteurs.

I. La formation des cadres en question.

Il serait bien présomptueux de tirer de quelques exemples des lois générales sur la manière dont les cadres sont formés de par le monde. Nous voyons pourtant naître des actions soutenues par la Fondation un faisceau de critiques convergentes qui méritent qu'on s'y arrête. Elles doivent être considérées comme des interrogations plutôt que des affirmations.

On peut les résumer de la façon suivante

Les cadres acquièrent un savoir technique morcelé, produit dans des universités et des écoles qui valorisent la spécialisation. Souvent peu enclins à s'interroger sur les origines et les limites des savoirs qu'on leur enseigne ou sur leur rôle social, ils ont du mal à entendre et à admettre la logique des personnes et des groupes sociaux qu'ils ont en face d'eux. A fortiori, ils éprouvent réticences et difficultés à engager avec la population des relations d'égalité dans la recherche commune de solutions à des problèmes posés.

1. Les cadres reçoivent des savoirs morcelés, délivrés dans le cadre d'universités et d'écoles valorisant les connaissances spécialisées, coupées de la population. Ils ne sont pas préparés à un travail interdisciplinaire.

La nutrition constitue un bon exemple de l'effet du morcellement du savoir. La santé, c'est évident, dépend dans une large mesure de la qualité de la nutrition. Celle-ci à son tour, dépend à la fois des habitudes alimentaires (au point que nombre de dépenses de santé résultent, dans les pays riches de mauvaises habitudes alimentaires) et de la production agricole. Dans les régions rurales pauvres, où l'essentiel de la production est auto-consommé, l'équilibre de l'alimentation dépend donc au premier chef de l'équilibre des productions et de l'art d'utiliser les ressources locales. Chacun sait enfin que les habitudes alimentaires changent lentement, que les enfants les acquièrent tôt et que l'évolution des habitudes se fait selon des règles communes à tous les processus d'innovation des villes vers les campagnes, des élites économiques et sociales vers les couches populaires.

L'ENDA, à DAKAR, a montré par exemple le rôle des gargottes urbaines, où viennent manger les jeunes célibataires ruraux fraîchement arrivés en ville, dans la diffusion de nouvelles habitudes alimentaires.

A HAITI, le Service Oecuménique connu au départ de sérieux échecs pour les enfants : la farine a nourri les pauvres.

d'Entraide (SOE), après bien d'autres, a en voulant introduire une farine enrichie été immédiatement identifiée comme la

En Occident, les déséquilibres nutritifs proviennent pour l'essentiel, de la surconsommation de produits (viande, beurre, etc.) qui furent longtemps le signe de la richesse.

Bref, on pourrait s'attendre à ce que des cadres soient, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, formés à une approche globale de la nutrition, incluant connaissances médicales, agronomiques, sociologiques et pédagogiques. Et, à défaut, qu'en mille lieux des groupes de médecins, d'agronomes, d'enseignants, de journalistes, travaillent ensemble, avec la population, à développer localement des productions et des méthodes de préparation qui permettent une alimentation équilibrée.

Il n'en est rien. Médecins, agronomes, enseignants, se voient inculquer chacun sa connaissance spécialisée. La médecine occidentale est plus orientée vers le soin des malades que vers l'entretien de la bonne santé.

Anne-Marie MASSE RAIMBAULT, du Centre International de l'Enfance, ramasse l'idée en une jolie formule

"on forme les étudiants à être médecins des gens couchés, je préfère être le médecin des gens debout".

Et **Jean de Miribel**, qui travaille depuis quinze ans en Chine et mène actuellement avec une équipe chinoise une recherche sur la gestion des épidémies dans la Chine ancienne raconte, sous une forme imagée

"si la médecine chinoise s'est orientée vers la prévention c'est pour des raisons simples, l'élite des médecins chinois était composée de fonctionnaires et non de gens payés à l'acte médical ; moins ils travaillaient plus ils étaient satisfaits ! "

Les agronomes, quant à eux, sont préparés à accroître les rendements de productions spécifiques. Pour l'essentiel, ces productions sont celles qui s'échangent sur le marché mondial. Un petit nombre de produits représente une part croissante de la production mondiale. Ils ne sont préparés ni à utiliser pleinement la diversité d'un potentiel génétique local, ni à concevoir un ensemble de productions assurant un équilibre nutritif, ni bien sûr à réfléchir aux évolutions des habitudes alimentaires.

L'analyse des habitudes alimentaires sera laissée à des sociologues et des anthropologues qui auront été formés à décrire une société, non à l'aider à évoluer.

Et les enseignants, enfin, n'étant formés ni à la médecine, ni à l'agronomie, ni à la sociologie, ni à la cuisine, ne vont pas s'aventurer à réfléchir avec leurs jeunes élèves à l'évolution des habitudes alimentaires. Lorsqu'il y a, en Suisse par exemple, des enseignements spécialisés dans la nutrition, dans le cadre des bons vieux cours de cuisine, les maîtresses ménagères pour rehausser leur statut social, ont tenu à introduire dans leur enseignement des cours théoriques qui passent le plus souvent au-dessus de la tête des élèves.

Et voilà, de fil en aiguille, une idée évidente : l'amélioration de la situation nutritionnelle comme politique majeure de santé, qui va dans les faits être pratiquement évacuée ou réduite à sa caricature : des programmes massifs d'aide alimentaire pour pays pauvres d'un côté, des nutritionnistes pour classes aisées des pays riches de l'autre.

Les solutions trouvées sont en général celles qui restent cantonnées dans une discipline. Constate-t-on dans une région, des anémies liées à la carence en fer ? Un programme de médicaments contenant du fer assimilable sera mille fois plus facile à monter que la recherche des réponses fondées sur des productions agricoles locales. La première solution reste cantonnée en effet dans le domaine spécialisé de la science médicale. La seconde supposerait ou des généralistes ou une coopération entre techniciens de disciplines différentes. Les cadres actuels n'y sont pas préparés.

Le programme développé par l'université de QUITO, en Equateur, avec l'appui du Centre International de l'Enfance illustre le progrès qui accompli dans ce domaine mais il est sans doute presque unique en son genre. Les doyens des facultés d'Agronomie et de Médecine ont décidé de travailler ensemble, première originalité. La faculté de Médecine a une spécialité de santé publique, à dominante préventive, seconde originalité. Les étudiants de dernière année doivent faire un stage à la campagne et les doyens ont eu l'idée de constituer à cette occasion des binômes médecins-agronomes, troisième originalité. Des étudiants en cours d'étude se sont portés volontaires pour conduire pendant les congés des enquêtes sur les habitudes alimentaires, quatrième originalité (mais l'enthousiasme que cela a suscité montre que l'on pourrait susciter souvent des initiatives de cet ordre si les enseignants en avaient la volonté). Les binômes médecin-agronome sont rentrés, dans les villages où ils travaillent, en contact avec les institutions, cinquième originalité. Il existe en Amérique Latine, un mouvement de techniciens, centres universitaires, qui s'efforce de réhabiliter la valeur nutritive, l'image et la production de variétés locales, sixième originalité. Lorsque toutes ces conditions sont érunies la formation des cadres peut se transformer et des actions de strict bon sens commencer à se mettre en oeuvre.

Quittons la nutrition tout en restant dans l'agriculture et passons d'Amérique latine en Afrique, du Pérou en Tanzanie.

L'université de MOROGORO développe une faculté d'horticulture. Le renforcement de l'Université est couplé avec deux programmes de développement rural, l'un à M'GETA, l'autre à MALOLO. Ce couplage amène notamment des étudiants à venir travailler avec les villageois. Mais rien dans leur formation ne les y préparait jusqu'alors. L'organisation des enseignements à MOROGORO doit plus au mimétisme des structures universitaires britanniques qu'aux besoins de la société locale. On ne fait pas une thèse d'agronomie sur le travail avec les paysans. Il faudrait que ce soit une thèse ... d'autre chose. Malgré les efforts récents dans ce sens le travail avec les paysans ne fait pas partie du cursus universitaire. Ce n'est pas un domaine d'excellence scientifique !

Donc pas un moyen sérieux pour un professeur de gagner en notoriété. Donc pas une voie sur laquelle pousser des élèves qui préparent un doctorat. Et MOROGORO nous intéresse là, non parce qu'elle serait en retard sur d'autres mais au contraire parce que l'effort d'innovation qui s'y fait sert de révélateur aux situations ordinaires : de fil en aiguille, la structuration de la science en disciplines vient structurer les enseignements donc le type de savoir et de mentalité des futurs cadres.

Venons en Europe. Philippe SERVAIS, médecin homéopathe, décrit la formation médicale comme une juxtaposition d'approches partielles, spécialisées, où l'on prépare de plus en plus - consciemment ou non- le médecin généraliste à traiter l'anodin et à servir d'aiguilleur des malades vers les différents spécialistes (de bien méchantes langues iraient jusqu'à dire : servir de pourvoyeurs des spécialistes en clients, mais nous nous garderons d'écouter de si viles calomnies). Le grave n'est pas qu'il y ait des spécialistes, on est bien content d'en trouver à l'occasion. Le grave est que le morcellement de l'enseignement en vienne à évacuer l'homme en tant que totalité physique et psychique. Et comment reconstituer le boeuf lorsque, comme dans Tintin en Amérique, on a commencé par le faire passer dans la machine à hamburgers ?

En Suisse, l'unité de Biologie Aquatique de l'université de GENEVE essaie de développer une méthode de diagnostic de l'état des lacs et, en particulier, de leurs rives qui constituent le milieu le plus important pour la vie biologique mais aussi le plus fortement sollicité par les activités humaines. L'équipe fait un réel effort d'interdisciplinarité.

Mais elle - a découvert à cette occasion combien chacun de ses membres, spécialistes de son domaine - la géologie, la botanique, les algues, les poissons, la chimie,...- avait été peu préparé par sa formation à ce travail d'équipe. Au départ, ils pensaient s'inspirer de travaux analogues, en Pologne et au Canada, notamment. Pour s'apercevoir que les travaux interdisciplinaires en question n'étaient pour l'essentiel qu'une juxtaposition de recherches disciplinaires. Malgré les innombrables discours sur les vertus du décroisement et de la créativité collective, la formation du cadre occidental continue à privilégier la discipline et la spécialité : c'est ce qui confère au jeune cadre un

lieu d'où parler avec autorité.

Il ne s'en prive pas. Nous reviendrons sur cet aspect.

Autre déconvenue, celle de Paolino BORGES, agronome brésilien venu parfaire sa formation agricole en France. Travaillant dans son pays avec des petits producteurs, il avait pris conscience de la nécessité d'aborder les systèmes agraires comme un tout, sans les fragmenter, comme c'est si souvent le cas, en objets séparés - agriculture, élevage, pédologie, hydraulique, économie rurale, etc...- La France avait au Brésil la réputation, assez juste au demeurant, d'être plutôt en avance sur d'autres pays riches, dans ce domaine. Si son séjour en France lui a fourni l'occasion de réfléchir à toutes ces questions, la déception n'en a pas moins été grande de voir là encore que ce qu'on appelait "Analyse de système agraire", n'était parfois qu'une juxtaposition d'analyses spécialisées. Or un arsenal d'indicateurs et une accumulation d'analyses sectorielles ne permettent pas de restituer la réalité d'un système.

2. La formation des cadres intègre mal sciences humaines et sciences de la nature les jeunes cadres n'ont ni habitude ni intérêt à s'interroger sur les orqines et les limites des savoirs qu'on leur enseigne.

Quelle école d'ingénieurs, quelle faculté d'architecture ou d'économie n'a pas intégré ici ou là un enseignement de sciences humaines, quelques unités de valeur de sociologie et plus récemment - mode oblige- des formations à *la dynamique des groupes, au management ou à la gestion des ressources humaines ?*

Mais ces enseignements se juxtaposent aux enseignements techniques plutôt qu'ils ne les enrichissent. Corrélativement, il est rare que de futurs cadres techniques soient invités à réfléchir au fondement - donc au caractère relatif- des connaissances qu'ils acquièrent. Bruno LATOUR du laboratoire de Sociologie de l'Innovation de l'Ecole des Mines de Paris - l'existence d'un tel laboratoire étant en soi un signe que des choses bougent- fait justement observer que l'épistémologie, c'est-à-dire selon le Petit Robert "l'étude critique des sciences, destinées à déterminer leur origine logique, leur valeur et leur portée" est enseignée en faculté de philosophie mais pas dans les écoles d'ingénieurs. Et, de même que l'histoire des techniques est souvent indigente parce que les historiens veulent en faire en se dispensant de prendre en considération le contenu des techniques tandis que les techniciens de leur côté se dispensent ... de l'histoire.

L'équipe de Biologie aquatique, déjà citée, a eu beaucoup de mal au départ à avoir une distance critique par rapport à sa propre démarche. Car, disait-elle, *"nous avons appris des techniques mais pas à réfléchir dessus"*.

Absence de critique des cadres vis-à-vis des techniques et des comptes qu'ils manient, faible intégration des sciences humaines et des sciences de la nature. Les conséquences en sont incalculables. Prenons quelques exemples.

La FASE est au Brésil une organisation non gouvernementale fort dynamique, créée au départ au sein de l'Eglise, maintenant autonome. Elle se consacre à l'appui technique aux mouvements populaires. Depuis 1983, elle a engagé un vaste programme d'appui aux petits paysans. Elle n'est pas en peine de trouver des jeunes professionnels, animateurs ou agronomes, qui adhèrent à son projet et s'engagent dans ses rangs. Mais la difficulté est toujours la même : trouver des personnes qui soient à la fois compétentes en agronomie et capables de ne pas se refermer sur leur technique, d'avoir une fibre d'animateur.

La Fondation a soutenu un certain nombre de programmes dits de technologie appropriée. L'idée est séduisante. Comment ne pas souhaiter que les connaissances techniques les plus modernes soient mises au service des plus pauvres, en conservant des systèmes techniques simples, que les gens puissent construire ou réparer par leurs propres moyens ou tout au moins localement, et qui répondent à leurs besoins ? L'exhaure de l'eau, l'énergie éolienne ou solaire, l'économie de bois de feu, autant de domaines privilégiés pour une telle action. N'est-il pas convaicant, en effet, de tenir

compte des pertes de charge dans les feux tourbillonnaires, de la conception de pompes des puits de pétrole, de la conception des ailes d'avion, des propriétés des matières plastiques pour concevoir ici une pompe manuelle et là une éolienne ?

La plupart de ces programmes, conçus par des techniciens militants, avortent parce que les techniciens en question n'ont jamais été amenés à réfléchir au caractère tout relatif de la notion de besoin ou aux processus réels - et au temps nécessaire- d'implantation et de diffusion d'innovations techniques. Le technicien, quelle que soit sa discipline, est plus à l'aise dans l'activisme que dans l'introspection. Car l'activisme n'est rien d'autre que la mise en oeuvre de techniques qu'il a apprises, au service d'une noble cause. Tandis que l'introspection ... Oh la la, l'introspection ! C'est quelque chose qu'on n'a pas appris ! C'est même vaguement perçu comme dangereux ! Est-ce vraiment scientifique ça, l'introspection ? C'est pas plutôt un peu masochiste, non ?

Une association française, RUMAKAQUI, avait construit avec et pour des communautés paysannes andines des couveuses solaires pour l'élevage des poulets. Au bout de quelques années, elle a voulu procéder à une évaluation globale. Cette évaluation a en partie échoué pour une raison toute simple : les techniciens envoyés là-bas avaient plus le désir d'agir que le désir d'évaluer. Car cela aurait demandé une compétence mixte - sciences humaines, sciences de la nature- qu'ils n'avaient sans doute pas.

Mais l'absence de distance critique vis-à-vis des savoirs appris sur les bancs de l'école a une conséquence beaucoup plus grave encore : faire des techniques apprises une sorte d'absolu, rejetant dans des ténèbres obscurantistes et pré-rationnelles, tout ce qui n'y correspond pas. De ce fait, les cadres sont souvent non seulement des moyens de diffusion des techniques qu'ils ont apprises. Ils sont aussi un moyen d'invalidation, de négation des savoirs qui ne s'intègrent pas dans leur propre représentation de l'univers. De cela, nous avons des témoignages innombrables. Les chercheurs, les plus grands d'entre eux en tout cas, sont souvent conscients des limites de leur connaissance. C'est, pourrait-on dire, l'aptitude même à douter des certitudes acquises qui en fait des innovateurs. Mais, en général, rien de tout cela ne transparait dans la formation des techniciens et cadres, surtout au bas de l'échelle. Pour eux, le doute scientifique se transforme en une certitude d'autant plus assurée qu'elle est adossée sur la Science, avec un S majuscule.

L'équipe de PRATEC, Pérou, animée par François GRESLOU et Rengifo GRIMALDO, se consacre à la revalorisation des savoirs paysans andins. Car, constatent-ils, si ces savoirs ont permis, à l'époque préhistorique, à une population aussi nombreuse que celle du Pérou actuel (dont les deux tiers sont maintenant concentrés dans les villes), de vivre dans des conditions convenables sur les hauts plateaux, c'est bien que ces techniques avaient leur valeur ! Mais ils se heurtent à la mentalité des techniciens : ceux de l'Etat et ceux des organisations non gouvernementales dont les projets pullulent. Ces techniciens, parfois issus du paysannat andin, n'ont plus, après leur passage à l'Université, d'autres yeux que pour le paquet technologique moderne. Il n'est plus de vérité que l'officielle. De savoir que dans les livres. De représentation rigoureuse du monde que celle de l'Occident. François GRESLOU raconte le protocole de validation extrêmement sophistiqué qu'utilise un paysan andin avant d'introduire une nouvelle variété de pomme-de-terre. Il le fait dans le cadre de sa propre représentation du monde : la nouvelle venue doit s'intégrer dans la famille. Il l'appelle sa belle fille et voit si elle va se plaire, si elle correspond aux besoins, etc ... Tout cela le technicien ne le voit pas. Une pomme-de-terre belle fille où va-t-on chercher tout cela ? Il y a un protocole expérimental qu'on lui a appris. Il va vérifier le rendement sur une parcelle dont il contrôle les paramètres. Il a la science pour lui. Tant pis si la pomme-de-terre est plus fragile, si elle a moins bon goût, si l'augmentation de production fait s'effondrer les cours sur le marché de la ville voisine. Lui, a été rigoureux. Qui ne voit que des anecdotes semblables pourraient se raconter dans les pays dits développés à propos de l'agriculture, de la médecine, de la circulation routière, de l'urbanisme ?

La science occidentale, posant le double principe de sa neutralité et de son universalité a conféré les mêmes attributs aux concepts et aux techniques qui en découlent. Eux aussi sont réputés

indépendants de toute attache culturelle et applicables à tout contraste. La domination culturelle suivant de près la domination économique, c'est en Occident et nulle part ailleurs, que tout concept ou toute technique doit venir recevoir le baptême qui lui permettra d'entrer dans la communauté des techniques scientifiques, de passer de l'ombre obscure des pratiques ancestrales à la lumière de la vérité.

Revenons au Brésil. Dans le NORDESTE semi-aride, les méthodes agricoles susceptibles d'épargner un milieu écologique fragile n'ont rien à voir avec celles des zones irriguées ou celles des plaines à climat tempéré. Et, jusqu'aux années cinquante, un courant de recherche qu'on pourrait, à l'anachronisme près, qualifier d'agriculture écologiste existait. Balayé dans les années soixante par les hérauts du paquet technologique moderne. Les idées d'agriculture écologique n'ont commencé à refaire surface dans les universités que vingt ans après et sous l'influence d'un mouvement international né en occident. On pourrait en dire autant de la réhabilitation des matériaux locaux de construction ou du regain d'intérêt pour les méthodes traditionnelles de soin des hommes, des bêtes et des plantes. Seul l'Occident est habilité à délivrer le brevet bon pour le service. Et, là encore, l'absence d'exercice des facultés critiques dans la formation des cadres amplifie le phénomène. Le difficile, dans l'affaire, est que cette absence de distance critique à l'égard de la technique enseignée est, pour les cadres, tout-à-fait fonctionnelle. MOLIERE disait déjà en substance *"prenez bien garde que le malade ne meure sans le consentement du médecin" !* Dit en d'autres termes : c'est de l'affirmation d'un monopole du savoir que le cadre technique, ce curé de campagne de la science moderne, tire son statut. Rien ne le désole plus qu'une querelle d'experts mise sur la place publique. Car si les débats théologiques viennent s'étaler au grand jour, les fidèles ne vont-ils pas se prendre à douter, à ne plus savoir à quel saint se vouer ?

C'est pourquoi pour que les cadres remettent en cause le caractère absolu de leur technique et de leur rationalité, il ne faut pas seulement qu'ils aient appris à exercer leurs facultés critiques, il faut aussi qu'ils s'interrogent sur leur place dans la société.

3. La formation des cadres ne les incite guère à évaluer le rôle social qu'ils louent. Ils ont du mal à "entendre" la logique des personnes et des autres groupes sociaux et éprouvent des difficultés à engager des relations égalitaires pour la recherche de solutions.

Quel beau mot que celui de cadre. Aucun équivalent n'existe en anglais. D'un côté la société, de l'autre ce qui l'encadre, en la contenant et en la maintenant à la fois. Il y a aussi le licencié, celui *"qui a la liberté de dire ou de faire quelque chose en vertu d'une permission donnée par une autorité supérieure"* et le docteur *"celui qui interprète et enseigne la loi judaïque"* dit le Petit Robert en reprenant le sens ancien des termes. Le cadre sait et transmet. Il ne reçoit pas. Il apprend à se définir comme extérieur à la société au sein de laquelle il agit, titulaire d'une rationalité d'ordre supérieur. Et en conséquence, il n'a pas besoin de comprendre la rationalité des autres, pour lesquels il travaille. C'est particulièrement frappant en matière agricole. Les techniciens voient de l'irrationalité dans certaines conduites paysannes parce qu'ils ne sont pas exercés à percevoir et à reconnaître d'autres rationalités que la leur, stratégie de réduction des aléas (par exemple au Brésil), prestige social (par exemple au Burkina), de renforcement du statut fonction (par exemple en Tanzanie), d'équilibre des pouvoirs et des tâches entre les sexes (par exemple au Burkina), etc.

Il ne s'agit pas de faire de chaque cadre technique un ethnologue chevronné, mais plus prosaïquement, d'éviter l'autisme social, l'aptitude à ne pas entendre la parole de ceux qui ont une autre représentation du monde, d'autres enjeux. Et ceci ne vaut pas seulement bien entendu pour le cadre coopérant projeté dans une autre culture. Un cadre européen en Europe, africain en Afrique semble avoir le même mal à entendre les autres qui, pourtant, peuvent être proches de lui, y compris au plan familial.

L'équipe de SAPE, au Brésil, est en train de faire le bilan de quarante ans d'éducation populaire. Elle découvre pendant cette période une constante d'autant plus frappante que les doctrines et les modes ont changé plusieurs fois au cours de la période : la difficulté des cadres de l'éducation à prendre en compte la représentation qu'ont leurs élevés du monde et d'eux-mêmes. On peut vouloir

conscientiser la population en partant de ses situations quotidiennes comme au tournant des années 60 ou proclamer que le peuple est la vérité comme au tournant des années 70, rien n'y fait ; on n'est pas prêt pour autant à admettre que la situation d'éducation des adultes est un dialogue entre représentations différentes du monde. Pas plus que les techniciens péruviens n'admettront facilement de limiter leur rôle à mettre en contact des paysans qui se transmettront leur expérience mutuelle à l'aide de concepts que les techniciens jugent pré-scientifiques.

De même en matière d'habitat ou de santé. La démarche spontanée du cadre technique, celle qu'il a apprise, consiste à enquêter auprès de la population puis, sur la base de cette enquête élaborer des solutions qui seront ensuite vulgarisées, enseignées. La société commence à être objet d'étude puis destinataire d'un savoir, rarement partenaire à part entière dans l'élaboration de ce savoir. Sur le terrain heureusement, les choses bougent. Les démarches de développement entreprises par l'association villageoise CADEF dans la région de Bignola, en Casamance, amène les cadres à se mettre en situation de dialogue paritaire avec les paysans. L'équipe d'économistes de PRIES-CONOSUR qui travaille en Argentine, Chili, Uruguay, Brésil, a amorcé une évolution significative : il s'agissait au départ de produire un savoir utile aux mouvements populaires ; il s'agit maintenant de produire avec ces mouvements un savoir commun, chacun apportant ses propres connaissances.

Ca n'a l'air de rien. Quelques frémissements. Et en même temps il s'agit d'une révolution copernicienne dans la manière de situer le cadre technique par rapport à la société. C'est aussi ce que dit le docteur HOA au Viet-Nam quand elle parle, pour la formation de services de santé d'inverser l'approche (jusque là fondée sur la formation de services de santé envoyés en missionnaires dans les villages) en partant de la population et de son expérience.

Idée voisine chez le docteur IMEBRECHT, homéopathe belge : l'enjeu de la médecine est d'aider les personnes à gérer elles-mêmes leur santé, en partant de leur propre expérience, de leur propre connaissance de leur corps, plutôt que de se substituer à elles en traitant les organes malades.

L'idée d'universalité des concepts et des techniques est, on l'a dit, à la base de la plupart des formations. Le moins qu'on puisse dire est que cela ne les prépare guère à écouter le subjectif et le spécifique. Citons une fois encore François GRESLOU, au Pérou : *il n'y a pas deux parcelles qui se ressemblent ; il ne s'agit pas pour le paysan de copier une technique venue d'ailleurs mais de l'adapter, pour ainsi dire de la recréer dans chaque situation particulière.* C'est pourquoi l'adaptation au spécifique - l'homme, la parcelle, l'animal, le groupe social, le peuple- ne peuvent naître que d'un dialogue entre l'universalité de quelques principes et lois, dont le technicien peut être le véhicule, et l'infinie variété des situations concrètes dont seuls peuvent être porteurs ceux qui la vivent.

L'idée de neutralité des techniques recèle aussi ses pièges. C'est ce que raconte Jean AMBROSI quand il compare les méthodes psychiatriques enseignées et pratiquées par les psychiatres de l'hôpital de Genève d'une part et par les soignants populaires du Brésil de l'autre. Du côté européen, l'idée d'une implication affective du soignant - ce qu'il appelle la relation de sympathie-garde un petit parfum helvétique : le soignant n'est-il pas défini comme l'outil objectif de mise en oeuvre de techniques médicales ? Du côté brésilien, cette implication affective, qui se traduit par une préparation psychologique et spirituelle du soignant, va de soi

ne s'agit-il pas d'unir les forces pour vaincre le mal ?

Si l'on veut légitimer et diffuser d'autres formes de relation entre cadres techniques et population, si l'on veut que l'usage des sciences et des techniques soit pour chacun un facteur d'autonomie - c'est ainsi que nous entendons le progrès de l'homme- et non un facteur de dépendance, il faut commencer par la formation des cadres. Un apprentissage de l'écoute des autres. La découverte émerveillée de l'infinie diversité des êtres et des situations. Une réflexion approfondie des futurs cadres sur leur rôle dans la société. Si ce n'est pas fait au moment de la formation, quand les esprits sont malléables, il y a fort à parier que ça se fera mal plus tard, et rien, dans le fonctionnement normal des institutions, n'y incitera.

4. Dernier aspect qui manque à la formation : la réflexion sur l'usage social des sciences et des techniques.

La Fondation soutient activement l'action du GROUPE DE VEZELAY. Son thème face à la montée des risques technologiques majeurs comment, pour assurer la survie à long terme de l'humanité, reprendre en main les rênes du progrès ? Cela nous a conduit à nous demander y a-t-il un pilote dans l'appareil ? Reprendre les rênes mais à qui ? Evidemment à personne. Elles flottent sur le dos de l'animal lancé au grand galop. Dans ce galop, il y a les firmes et les états. Au sein de ces firmes et de ces états, il y a les cadres techniques sans le savoir-faire desquels le cheval ralentit et s'arrête. Les cadres sont-ils prêts à se poser collectivement la question ? à assumer leur responsabilité dans l'usage social qui est fait de leur savoir ? Encore une vieille question dira-t-on. Mais aussi, sacrément actuelle. Nous avons participé durant l'automne 1988 à une rencontre de cadres syndiqués allemands, espagnols et français. Chacun a reconnu qu'il s'agissait d'une question fondamentale à débattre au sein des syndicats, non plus en termes abstraits (du genre "je vends ma force de travail et c'est le patron qui décide") mais en termes très concrets : quel est le pouvoir de fait des cadres techniques dans la société moderne ? Comment exercent-ils ce pouvoir de fait et au service de quel projet ? Mais comme le dit Daniel CROQUETTE, secrétaire confédéral des ingénieurs et cadres à la CFDT en France : *"les ingénieurs ne sont pas formés pour réfléchir à cela, il ne suffit pas d'ajouter dans les grandes écoles des unités de valeur de sociologie, il faudrait introduire les dimensions sociales dans les cours techniques"*. Les cadres syndiqués parlent volontiers de la responsabilité des autres, des chefs d'entreprise. Ils ont quelques difficultés à se penser collectivement comme acteur, exerçant un pouvoir et faisant des choix déterminants pour la société.

5. La formation des cadres ne les incite guère à participer à des réseaux de réflexion et de formation continue, hors des réseaux de spécialistes.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'un cadre est appelé à apprendre toute sa vie, que les recyclages périodiques sont indispensables, que la formation initiale doit permettre avant tout d'apprendre à apprendre, etc. Et cela fonctionne maintenant bien pour tout ce qui concerne les techniques proprement dites. Quel cadre n'est pas abonné à une revue professionnelle ou ne participe pas de temps à autre à une session de formation ?

Mais, pour autant que nous ayons pu en juger à travers les actions que nous avons soutenues, les cadres apprennent relativement peu à fonctionner en réseau d'échanges d'expériences, à utiliser ou à revendiquer des systèmes d'appui. Comme si la formation de la jeunesse, plus des compléments de formation technique, plus l'expérience individuelle suffisaient. Un gros effort resterait sans doute à faire pour que la formation mette mieux l'accent sur la gestion de l'information, sur les échanges d'expérience.

6. Quelques-pisteur améliorer la formation des cadres

Elles sont inscrites en creux pourrait-on dire, dans toutes les critiques qui viennent d'être énoncées. On se bornera à les rassembler ici en les illustrant, chaque fois que possible, par des actions en cours ou en préparation. Toutes les propositions convergent vers l'idée d'un humanisme du XXIème siècle où la recomposition des savoirs et la réflexion sur leur vogue prime sur le développement indéfini de savoirs spécialisés.

Thierry GAUDIN a sans doute raison de dire que la science est entrée dans un nouvel âge, où l'enjeu n'est plus de la produire ... mais de l'assimiler. Idée qui risque de ranger un jour prochain dans le placard des vieilles lunes notre obsession de la haute technologie.

En premier lieu, pour produire cet humanisme, il faut commencer par légitimer de nouvelles pratiques tant qu'elles resteront marginalisées par le corps enseignant, regardées avec commisération attendrie ou agacée, elles ne progresseront guère. Pour cela, il faut que des histoires soient racontées, mises en valeur. C'est ce qu'on se propose de faire pour tous les programmes qui ont été décrits dans les pages précédentes et pour divers autres. Comment l'équipe CRATERRE au

Pérou, travaille avec les communautés villageoises à perfectionner les méthodes de construction en terre, comment l'équipe de PRIES travaille avec les syndicats, comment la formation continue des cadres de la réforme agraire au Nicaragua vise à changer la perception qu'ils ont des paysans à encadrer, comment la faculté de l'agriculture de CAN THO, au Viet-Nam, s'appuie sur les paysans reconnus au sein de leur village comme détenteurs d'un savoir, comment le SOE à

Haïti a appris à trier, avec les gens, ce qu'il faut conserver ou non des coutumes alimentaires, comment l'équipe de SAPE apprend à respecter la représentation que les élèves ont du monde, comment le GERDAL en France ou le CIEPAC en Afrique cherchent à aider des communautés à élaborer leur propre méthode de développement, etc ... On dispose d'un facteur très favorable : la matière et les exemples ne manquent pas dans les différents continents car beaucoup de groupes, souvent sans se connaître, cherchent dans des directions analogues. La Fondation va mettre sur pied un certain nombre de rencontres entre équipes pour faciliter leur épaulement mutuel et la mise en forme des histoires.

En second lieu, il faut mettre le plus tôt possible les étudiants en situation d'écouter des situations concrètes et de dialogue : avec les gens et avec des jeunes d'autres spécialités. Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas pléthore de stages d'insertion et autres travaux de terrain ? Non. Il faut que cela s'inscrive, comme dans le cas de la nutrition au Pérou ou le cas de développement rural en Tanzanie dans une pédagogie d'ensemble, on devrait même dire dans un projet politique d'ensemble. Il ne s'agit pas de mener une enquête de terrain mais de se mettre en situation d'apprendre à apprendre des autres.

En troisième lieu, il faut développer l'aptitude à l'écoute des autres. La Fondation soutient dans ce cadre un projet ambitieux. Il s'agit d'utiliser pour la formation de cadres, des cassettes vidéo produites par un cinéaste franco-canadien Gérard BELKIN, en Haïti et en Tanzanie. Ces cassettes, fruit d'un long travail d'écoute se présentent comme une parole paysanne qui se déroule dans un champ, autour d'un puits. C'est une parole nue dont on ne découvre la richesse que progressivement. Mais les cassettes ne sont rien sans l'utilisation qui en est faite. Elles ne peuvent se réduire à un simple visionnement comme on le ferait pour un film documentaire. Elles ne valent que par l'élaboration collective qui se fait à partir d'elles. Et là, on se heurte à deux obstacles également significatifs. Le premier c'est l'attitude de l'enseignant. Il n'est pas préparé lui-même à cette écoute. Son métier est de parler et de transmettre, pas d'écouter et de faire naître. Alors, au lieu de se mettre à l'écoute de ses élèves il se met à produire un discours sur ce qu'il a vu, détruisant de ce fait les fondements mêmes de la démarche pédagogique. L'équipe d'ICAD travaille à un livre de maître pour lever ce premier obstacle. Mais il en rencontre alors un second : cette façon d'utiliser les cassettes prend beaucoup de temps. or l'écoute des autres n'est qu'une part infime des programmes : ils sont si chargés déjà, il y a tant de techniques à apprendre !

Alain RUELLAN, professeur de sciences du sol, a entrepris dans son domaine une démarche qui présente quelques analogies avec la précédente. Constatant que l'ignorance du sol est partagée par les techniciens agricoles et les paysans, en France comme au Brésil, il a co-réalisé avec Eliseo ..., cinéaste brésilien, un film de fiction, traité à la manière des feuilletons de télévision brésiliens et avec des acteurs connus. L'objectif du film, proche par le contenu de l'histoire de la sensibilité populaire, ne prétend pas initier à la connaissance du sol mais avoir à l'esprit son importance et faire découvrir que techniciens et paysans peuvent observer et comprendre ensemble. Ce type de matériau est intéressant et il se prête bien à une écoute commune technicien-paysan à l'issue de laquelle un dialogue peut se nouer.

Enfin, il faut préparer les jeunes cadres, notamment ceux qui ont la volonté de sortir des pratiques traditionnelles, à s'inscrire dans des réseaux d'information, de réflexion et d'échange d'expériences. C'est le moyen pour eux de ne pas se sentir isolés, d'être informés de ce qui se fait ailleurs. Le réseau documentaire que monte la Fondation se propose d'aller dans ce sens. Mais il faudrait bien entendu que bien d'autres initiatives se multiplient pour créer une lame de fonds.

Fondation Charles Léopold Mayer, Pierre Calame



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>